

Appel au G20: 10 mesures pour éviter l'effondrement !

Quand le gouverneur de la Banque d'Angleterre explique que la prochaine crise peut être "plus grave que celle de 1930", quand le Président de l'Autorité des marchés financiers français affirme que nous risquons "un effondrement de l'ensemble du système économique mondial", quand Nicolas Sarkozy explique qu'un tsunami menace nos économies³ ("Non pas une récession, comme en 2008-2009 mais un vrai tsunami" dit-il), nul ne peut plus douter de la gravité de la situation.

Hélas, depuis 2008, «on s'est contenté de déplacer les fauteuils sur le pont du Titanic» comme le dit Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Economie. Cette inertie est insupportable car dans tous nos pays, le chômage et la précarité atteignent des sommets et il est de plus en plus évident que le monde risque de replonger bientôt dans la récession. Il est urgent d'agir pour éviter l'effondrement.

Rassurer les marchés !?!?

Quand Roosevelt arrive au pouvoir en 1933, dans un pays miné par la crise et le chômage, il succède à Hoover dont le surnom était Do Nothing (Ne Fait Rien). Le but de Roosevelt n'est absolument pas de "rassurer les marchés financiers" mais de les dompter et de les remettre à leur place !

Il lui suffit de **3 mois pour mettre en œuvre 15 réformes majeures**. Les actionnaires sont furieux et s'opposent de toutes leurs forces à la loi qui sépare les banques de dépôt et les banques d'affaires, comme ils s'opposent aux taxes sur les plus hauts revenus ou à la création d'un impôt fédéral sur les bénéfices mais Roosevelt tient bon. Les catastrophes annoncées par les financiers ne se sont pas produites. Et l'économie américaine a vécu avec ces règles pendant un demi-siècle.

Vu l'ampleur et la gravité de la crise, il faut agir vite mais avoir une approche globale.

Voilà pourquoi, nous, signataires de cet Appel, demandons instamment aux dirigeants du G 20 de mettre en œuvre ces 10 mesures :

- 1 - Séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires**
- 2 - Créer immédiatement une taxe sur les transactions financières**
- 3 - En finir avec l'irresponsabilité des financiers**
- 4 - Mettre fin au sabotage fiscal**
- 5 - Lutter radicalement contre les paradis fiscaux**
- 6 - Sécuriser les salariés, lutter contre les licenciements**
- 7 - Sécuriser les chômeurs**
- 8 - Lutter contre les délocalisations**
- 9 - Signer à nouveau la Déclaration de Philadelphie**
- 10 - Signer de nouveaux accords de Bretton Woods**

Pierre **LARROUTUROU**, est économiste; il défend particulièrement le partage du temps de travail. En mars 2010, il est élu Conseiller Régional Ile de France Europe Ecologie Les Verts.



Dans un récent livre - **Pour éviter le krach ultime**- il apporte simplement et sans concession, une analyse de la situation économique de ce début de XXI^e siècle, qu'il complète par un éventail de propositions claires.

Il est à l'initiative du présent Appel au G20.

APPEL AU G20 : 10 mesures

Il y a quelques années, évoquer les risques d'une bulle financière mondialisée, de toute évidence disproportionnée, était écarté d'un revers de main par certains de nos éminents énarques, assurant que cette bulle demeurerait essentiellement *virtuelle*.

Par ailleurs, comme d'autres collectivités territoriales, la ville de Rouen gère les conséquences d'emprunts qualifiés -à posteriori- de toxiques. Au final, la municipalité aujourd'hui, réduit *réellement*, les aides à diverses structures associatives locales, délègue certains de ses services, et déclare ne pouvoir donner suite à des initiatives et propositions citoyennes pour motifs de rigueur et d'orthodoxie budgétaire.

La virtualité secoue malheureusement chaque jour davantage la réalité de notre quotidien et tout particulièrement celle des plus modestes d'entre nous.

Les diverses mesures de justice financières, fiscales et économiques développées dans l'appel au G20 apparaissent incontestablement plus que jamais indispensables.

B.LECLERC

1 Séparer les banques de dépôt et les banques d'affaires

Il est urgent d'interdire aux banques de spéculer avec l'argent de M. et Mme Tout-le-monde. C'est une des premières réformes qu'a fait adopter Roosevelt dès son arrivée au pouvoir en 1933 en faisant voter le **Glass Steagal Act**.

Pour protéger l'épargne des citoyens et ne pas faire courir de risques aux finances publiques ni au financement de l'économie réelle, le principe d'une séparation étanche entre Banques de dépôt et Banques d'affaires vient d'être acté en Grande-Bretagne mais les lobbies ont obtenu que son application soit repoussée à... 2019 !

3 En finir avec l'irresponsabilité des financiers

Depuis quelques semaines, c'est une véritable guerre que certains spéculateurs ont déclaré à la zone Euro et, à travers elle, à l'ensemble de la stabilité économique mondiale. Il ne suffit pas de dénoncer verbalement "la nature criminelle de certains comportements du secteur financier", il faut agir avec force pour les mettre hors d'état de nuire.

L'Europe a décidé le 18 octobre l'interdiction des CDS nus. C'est une très bonne nouvelle mais il faut aller plus loin : supprimer les clauses restrictives qui affaiblissent la portée de ce texte, interdire l'anonymat sur les marchés financiers, imposer des chambres de compensation sous tutelle publique aux marchés de gré-à-gré et décider de sanctions rétroactives pour les responsables ayant eu des comportements fautifs.

Aux États-Unis, l'autorité de surveillance bancaire (FDIC) a décidé le 6 juillet 2011 que les dirigeants des plus grands établissements financiers américains pourront **perdre rétroactivement leur rémunération en cas de faillite** de leur entreprise .../...

2 Créer immédiatement une taxe sur les transactions financières

Si l'Europe avait créé une Taxe Tobin, fin 2008, au plus fort de la première crise financière, elle aurait déjà rapporté entre 200 et 600 milliards, selon les différents scénarios en débat à Bruxelles. Avec une telle cagnotte, le Parlement européen aurait réglé la crise grecque en quelques semaines sans demander le moindre effort aux citoyens et sans attendre le feu vert de 16 parlements nationaux. Et ce qui n'était qu'un problème modeste à l'origine (coût estimé à 50 Mds en 2009 et 110 Mds aujourd'hui) n'aurait jamais pris les proportions que la crise grecque a prises depuis quelques semaines.

Le principe d'une Taxe Tobin a été adopté par le Parlement européen, droite et gauche confondus, le 25 mars 2011. Mais il est toujours "en discussion" dans les méandres du Conseil européen et les lobbies financiers font tout pour ralentir son adoption définitive... Nos dirigeants discutent et discutent encore quand les spéculateurs agissent avec toujours plus de rapidité et d'efficacité. .../...

4 Mettre fin au sabotage fiscal

Pour rééquilibrer les comptes publics, mettre en œuvre des plans d'austérité est sans doute la plus mauvaise solution. On peut trouver d'importantes marges de manœuvre **en annulant une bonne partie des baisses d'impôts octroyées aux grandes entreprises et aux citoyens les plus riches** depuis 20 ans.

En France par exemple, le rapport du député UMP Gilles Carrez publié le 5 juillet 2010 montre que si on annulait l'ensemble des baisses d'impôts votées depuis 2000, l'Etat aurait chaque année 100 milliards de plus dans ses caisses. Si nous revenions simplement à la fiscalité qui existait en 2000 (nul ne la jugeait confiscatoire ou soviétique), notre déficit ne serait que de 1 % du PIB ! Et la France n'est pas une exception .../...

pour éviter l'effondrement !

5 Lutter radicalement contre les paradis fiscaux

Un rapport du Parlement européen estime que la fuite vers les paradis fiscaux provoque chaque année pour les États membres un manque à gagner fiscal de l'ordre de 1 à 1,5% du PIB. En France, c'est chaque année une perte de 20 à 30 milliards d'euros. C'est considérable.

Vu la gravité de la crise des finances publiques dans tous nos pays, le G 20 doit intensifier la lutte contre le paradis fiscaux :

- en rendant obligatoire la transparence des comptes des entreprises
- en boycottant les entreprises ayant des filiales dans ces paradis fiscaux. ../...

6 Sécuriser les salariés, Lutter contre les licenciements

L'Allemagne a connu en 2009 une crise économique deux fois plus grave que notre pays car elle a subi de plein fouet l'effondrement de ses exportations. Pourtant, malgré un choc économique 2 fois plus fort, le chômage a augmenté 6 fois moins en Allemagne qu'en France.

Comment expliquer ce « miracle » ? Les syndicats allemands sont allés voir Angela Merkel pour exiger que le licenciement devienne un dernier recours et que la règle générale soit de garder le maximum de salarié(e)s, le maximum de compétences, dans l'entreprise en développant le *KurzArbeit*.

Le *Kurzarbeit* ? Le principe est très simple : au lieu de licencier 20 % de ses effectifs, une entreprise qui voit baisser son chiffre d'affaires de 20 % va baisser son temps de travail de 20 % et garder tous les salariés. Sans doute le salaire va-t-il baisser mais l'État est là pour maintenir le revenu [et cela revient moins cher de combler le manque à gagner d'un salarié à temps partiel que de financer un chômeur]. ../...

7 Sécuriser les chômeurs

Dans chacun de nos pays, **chaque mois, des centaines de milliers d'hommes et de femmes arrivent en fin de droit et basculent dans une très grande précarité.** Vu la gravité de la crise et le peu d'espoir d'un retour rapide au plein-emploi, il est fondamental de prolonger l'indemnisation des chômeurs et d'améliorer leur accompagnement et leur accès à la formation.

8 Lutter contre les délocalisations

Avant d'adhérer à l'OMC, la Chine a signé 22 conventions sociales à l'Organisation Internationale du Travail. Elle n'en respecte quasiment aucune ce qui est très préjudiciable autant pour son peuple (une bonne partie des citoyens pourrait bénéficier de conditions de vie beaucoup plus décentes) que pour son économie (vu la faiblesse du salaire moyen, la consommation intérieure ne représente que 32 % du PIB contre 60 % en Inde ou en Europe, ce qui rend la Chine très dépendante des exportations et de l'investissement) et pour les autres peuples de la planète qui voient une partie de leur production industrielle partir vers la Chine.../...

9 Signer à nouveau la Déclaration de Philadelphie

Certes, depuis 1944, le monde a beaucoup changé, mais à l'heure où redoublent les tentations de repli nationalistes et les risques de dumping fiscal et social, il est urgent d'affirmer publiquement que c'est seulement par un sursaut de coopération et de justice sociale que nos pays peuvent sortir de la crise.

Partout à travers le monde monte une aspiration très forte à la Justice sociale : les Indignés en Espagne, les émeutes en Grèce et en Angleterre, le mouvement Occuper Wall Street aux Etats-Unis, comme les manifestations de plus en plus violentes en Chine montrent que les peuples n'en peuvent plus des inégalités sociales. Les dirigeants du G 20 doivent entendre cette aspiration à plus de Justice sociale et y répondre de façon concrète.

10 Convoquer un nouveau sommet de Bretton-Woods

Au-delà de ces mesures d'urgence qu'il faut mettre en œuvre sans délai (la situation est critique et les peuples n'en peuvent plus des déclarations d'intention non suivies d'effet), les dirigeants du G20 doivent prendre acte que nous vivons la fin d'un modèle de développement et qu'il est vital de prendre le temps de réfléchir, ensemble, aux meilleurs moyens de construire un nouveau modèle.

Comment reconstruire durablement la justice sociale dans un monde où la croissance sera sans doute durablement faible ? Comment répondre à l'urgence de la crise climatique ? Comment permettre enfin aux Pays du Sud de trouver toute leur place dans le concert des nations (tant économiquement que politiquement) ?

Toutes ces questions fondamentales pour notre avenir ne peuvent pas trouver de solutions sans une intense coopération internationale.

SIGNER L'APPEL SUR
www.poueviterleffondrement.fr/

Soutien aux salariés de M-Real dans l'Eure

Samedi matin, Karima DELLI, députée européenne écologiste, membre de la commission de l'emploi et des affaires sociales, était



présente aux côtés des salariés de l'entreprise M' Real.

Depuis le 18 octobre 2011, les 330 salariés de l'entreprise savent qu'ils vont perdre leur emploi. Miko HELLANDER, le PDG finlandais du groupe a annoncé le plan social économique. C'est synonyme de fermeture du site. Il y a les emplois directs, et il y a les emplois liés à cette activité, localement. **Ce sont plus de 630 emplois qui vont disparaître si on ne fait rien.**

Après avoir exprimé sa tristesse et sa colère, Karima DELLI a dénoncé l'inaction politique du ministre Bruno LE MAIRE, député de l'Eure, qui a pris en charge ce dossier. Sans résultat.

N'est-ce pas lui, a-t-elle souligné, qui comme délégué général au projet au sein de l'UMP, est en charge du programme présidentiel pour les prochaines élections ? Quelles sont donc les solutions de la majorité sur ce terrain concret de l'emploi ? L'Etat reste impuissant face au groupe finlandais. Son rôle est de forcer l'entreprise à vendre pour que les emplois perdurent.

Mercredi 19 octobre 2011, lors de la séance de questions au gouvernement, Eric BESSON, ministre de l'industrie, a assuré que la préfète de l'Eure, allait prendre une initiative « *dans les heures qui viennent* » susceptible de placer les propriétaires de l'usine M-Real devant leurs responsabilités. Quel en est le résultat aujourd'hui ? Karima DELLI propose au collectif pour la défense du site d'interpeller à nouveau le ministre sur ce sujet.

Et si l'Etat français est impuissant, il faut monter un cran au-dessus, a-t-elle proposé. **Karima DELLI a invité une délégation au Parlement européen dans les semaines qui viennent** (date à suivre sous 2 semaines). La députée propose d'y interpeller la commission de l'emploi et des affaires sociales dont elle est membre, ainsi que la commission des affaires économiques, chargée des questions de politique économique et monétaire de l'Union, et notamment des règles de concurrence et des aides d'Etat aux entreprises.

Rendez-vous est pris : tous à Bruxelles pour défendre l'emploi et une industrie locale d'avenir. Car comment imaginer qu'il faudrait désormais importer le papier recyclé quand une unité de production performante et des salariés formés partiraient à la casse ?

Jérôme BOURLET

Conseiller Régional EELV, Membre du collectif

Laetitia SANCHEZ

Secrétaire Régionale EELV Haute Normandie

**Rassurer les marchés,
... la crise pour nous !**

RENAULT va mettre quatre usines au chômage partiel dont Sandouville du 26 octobre au 1^{er} novembre où sont produits l'Espace et la Mégane.

PSA compte supprimer cinq mille emplois en Europe soit 10 % des effectifs. Ce plan d'économie de 800 millions d'euros est scandaleux alors que la situation de l'entreprise est bonne.

Baisse des indemnités journalières maladies à compter du 1er janvier 2012. Dès le 1er janvier 2012, les indemnités journalières seront calculées non plus sur le brut mais sur le salaire net. Concrètement, cela se traduira par une baisse de 40 euros pour un salarié payé au SMIC et 85 euros pour un cadre.

Mercredi 26 octobre, **Daniel Cohn Bendit**, le co-président du groupe Verts au Parlement Européen qualifie l'accord concernant le **règlement de la crise de la dette de "tout petit pas"**. Il juge que l'eurozone se livre "pieds et poings liés aux pays émergents", surtout à la Chine. **"Vous ne pouvez pas débattre d'une protection contre la mondialisation sociale et environnementale et demander à ceux avec qui vous allez négocier cette protection de payer votre crise financière"**.

Marie France PERSIL



**EUROPE ÉCOLOGIE
LES VERTS ROUEN**

34-35, quai du Havre - 76 000 ROUEN - 02.35.70.12.10 - eelvrouen@yahoo.fr



Responsables de la Publication : Stéphane MARTOT: Secrétaire Groupe de Rouen - Benoit LECLERC: Coordination et Réalisation -
Comité de Rédaction: Bureau du Comité Local EELV ROUEN - Notre nouveau site: rouen.eelv.fr